



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2561

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Maxime Gremetz, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Maxime Gremetz. Monsieur le Premier ministre, pour la sixième fois, des millions de salariés, de familles, de jeunes (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*) sont à nouveau dans la rue pour exiger que vous remettiez sur la table votre mauvais ouvrage de réforme des retraites. Malgré vos discours et ceux de vos ministres sur tous les moyens d'information, plus de sept Français sur dix soutiennent la mobilisation populaire. (*" Ce n'est pas vrai ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Ils ne vous croient pas. Ils savent que votre réforme frappe les salariés, les hommes, les femmes, les jeunes, et ce au profit de milliardaires. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Votre réponse n'est qu'arrogance, mépris, mise en cause du droit de grève, provocations, répression. C'est intolérable !

Je vous accuse, monsieur le Premier ministre, de provoquer le désordre, l'affrontement, la paralysie de l'économie du pays. (*Protestations et claquements de pupitre sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Les enjeux financiers de la capitalisation au profit des groupes privés, déjà sur les rangs, comme le groupe " Malakoff Mederic " de Guillaume Sarkozy, sont, il est vrai, considérables : 50 à 100 milliards d'euros ! On comprend, dès lors, votre intransigeance. Les intérêts financiers sont colossaux pour ceux que vous représentez. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Jean-Paul Anciaux. Carton rouge !

M. Maxime Gremetz. L'intérêt du pays et de notre peuple exige, monsieur le ministre, que vous retiriez votre projet inacceptable et que vous engagiez une vraie négociation avec les syndicats. (*Huées sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Votre entêtement, vos provocations, votre mépris pour la démocratie risquent d'avoir de graves conséquences pour notre pays et notre peuple. Un gouvernement responsable doit savoir écouter et entendre...

(*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. le président. La parole est à M. Georges Tron, secrétaire d'État chargé de la fonction publique.

M. Georges Tron, *secrétaire d'État chargé de la fonction publique*. Monsieur Gremetz, je salue la sérénité, le calme, la tranquillité,...

M. Jean-Paul Lecoq. La détermination !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. ...et la mesure avec lesquels vous avez posé votre question.

Parmi les torrents d'insultes que vous avez déversés, ...

M. Jean-Paul Lecoq. Vous n'avez qu'à retirer le projet de loi !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. ...j'ai cru comprendre que vous m'interrogiez sur la réforme des retraites en cours et que vous souhaitiez savoir où en était, entre autres, son examen au Parlement. Dans la droite ligne de la réponse que vient de faire le Premier ministre à la question précédente, je vous indique qu'avec Éric Woerth, dont je vous prie, mesdames, messieurs, de bien vouloir excuser l'absence, nous poursuivons actuellement sa discussion au Sénat : celle-ci, qui se déroule normalement, est enrichissante.

M. Jean-Paul Lecoq. Pour qui ?

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Le texte a été modifié après l'avoir déjà été à l'Assemblée nationale et nous

nous employons à ajuster ses dispositions de manière qu'il réponde à la vraie question de la réforme des retraites.

Je précise, puisque vous vous intéressez, à juste raison, monsieur le député, à ce qui se passe au Parlement, que nous avons amélioré le texte sur deux dispositifs importants.

M. Maxime Gremetz. Arrêtez !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Le premier permet aux mères de famille de trois enfants de disposer d'une retraite anticipée. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. Pierre Gosnat. Personne n'y croit, même pas vous !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Le second, si vous avez l'obligeance de m'écouter quand je vous répons, étend cette possibilité aux personnes handicapées. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

J'ai cru comprendre également, monsieur le député, que vous vous interrogiez sur les conditions du bouclage financier. Je tiens à vous rassurer sur ce point : comme nous avons pris des mesures qui vont effectivement avoir un coût, nous avons également pris des mesures de financement et de recettes qui permettront le bouclage de la réforme...

M. Pierre-Alain Muet. Oh non !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. ... à horizon de 2018, par le biais de prélèvements supplémentaires.

M. Pierre Gosnat. Et après ?

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Comme vous le voyez, monsieur le député, on peut poser des questions calmement et y répondre calmement. Je vous suggère de méditer cela, car le sujet est important.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Maxime Gremetz](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2561

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Fonction publique (II)

Ministère attributaire : Fonction publique (II)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 octobre 2010